

Initiatives ministérielles

pays extraordinaire, je vous le rappelle. On est une nation lorsque l'on a une langue distincte, lorsque l'on a un système judiciaire distinct, lorsque l'on a le contrôle d'un gouvernement, lorsque l'on a un vouloir vivre collectif. Ce sont des éléments qui font en sorte qu'en termes de droit international, on est une nation.

Oui, le Canada est un beau pays, et je suis capable de reconnaître cela. Mais ce que j'ai dit en parlant du fédéralisme canadien, c'est que le Canada, même si c'est un beau pays, même si j'ai beaucoup d'amis de l'autre côté de la Chambre, et je compte le secrétaire parlementaire parmi ceux-là, ne pourra pas, dans sa forme actuelle, permettre à deux nations de s'épanouir correctement. C'est pour cela que l'avenir du prochain siècle—et ce n'est pas d'être méprisants, ce n'est pas d'être sécessionnistes, ce n'est pas d'être obtus que de dire cela—il faut réorganiser le Canada pour que les deux nations puissent avoir un rapport d'égalité politique et d'association économique.

Quand mon honorable collègue me dit que sa nièce, dont il est sûrement très fier, parle trois langues, c'est quelque chose qu'il faut applaudir. Mais le député confond la dimension collective et la dimension individuelle.

Je souhaite que tous et chacun en cette Chambre soient polyglottes. Trois matins par semaine, je me lève à sept heures pour apprendre l'anglais pour pouvoir discuter avec mes honorables collègues. Mais collectivement, cela ne change rien au fait que le Québec est une nation et qu'il doit avoir tous ses pouvoirs et son propre pays et son propre gouvernement.

Mme Marlene Catterall (Ottawa—Ouest, Lib.): Monsieur le Président, d'habitude, quand je prends la parole en cette Chambre pour discuter d'un projet de loi, je dis que c'est un grand plaisir d'avoir l'occasion de prononcer quelques mots sur le projet de loi.

[Traduction]

Ce n'est pas un budget dont il est agréable de parler. Pour beaucoup d'entre nous, c'est un budget douloureux. Pour beaucoup de Canadiens, c'est un budget douloureux. Il nous impose, à nous les libéraux, certaines décisions que nous préférierions ne pas avoir à prendre.

En général, les libéraux veulent être des constructeurs et des créateurs et ne veulent pas provoquer de reculs par rapport aux progrès accomplis ou porter atteinte aux programmes établis. Après la Seconde Guerre mondiale, nous avons pu investir dans le logement, les transports et l'éducation des anciens combattants qui revenaient tout en réussissant à rembourser la dette de guerre en cinq ans. À cette époque, l'économie connaissait une forte croissance, tant au Canada qu'ailleurs dans le monde.

• (1035)

Les libéraux sont fiers d'avoir instauré au Canada une série de programmes sociaux qui ont permis aux Canadiens d'atteindre un niveau et une qualité de vie inégalés dans le monde. Nous sommes fiers d'avoir garanti la sécurité aux travailleurs qui perdent leur emploi. Nous sommes fiers d'avoir offert la sécurité aux Canadiens qui, en raison d'invalidités ou pour d'autres raisons, sont incapables de subvenir à leurs propres besoins.

Nous sommes fiers de nous occuper de nos concitoyens dans le besoin.

Il y a environ deux décennies, c'est un gouvernement libéral qui a fixé comme objectif national l'élimination de la pauvreté chez les personnes âgées. Nous avons atteint notre objectif.

Cependant, nous vivons à une époque différente. Nous devons maintenant trouver des moyens d'utiliser les ressources très limitées de la nation et des contribuables pour maintenir la qualité de vie dont notre nation jouit et pour continuer de progresser, mais nous devons affronter la dure réalité et c'est avec des instruments comme le projet de loi budgétaire que nous le faisons.

[Français]

Nous devons nous rendre compte que notre dette nationale est maintenue à un taux de 40 p. 100 dans les pays étrangers et que chaque fois que nous payons l'intérêt sur la dette, nous payons 40 p. 100, donc 16 milliards de dollars par année aux étrangers. C'est de l'argent qui est soustrait de notre économie nationale, qui ne travaille pas ici, au Canada, à l'amélioration de notre économie. C'est de l'argent, ces 16 milliards de dollars, que nous payons hors du pays et qui n'est pas assujéti aux impôts canadiens. Donc, c'est une double perte d'argent pour notre économie.

[Traduction]

Nous devons maintenant reconnaître que le tiers de tout l'argent que nous remettons les Canadiens pour payer les programmes et les services gouvernementaux sert à payer l'intérêt sur la dette. Cette proportion augmente d'année en année. Si nous laissons la situation s'aggraver, nous aurons de moins en moins d'argent pour faire ce que nous voulons faire pour le Canada et les Canadiens.

Je siége à la Chambre depuis 1988 et j'ai entendu maintes fois des promesses de réduction de la dette et du déficit et j'ai aussi entendu dire que nous devrions souffrir pour atteindre un certain objectif. Cependant, c'est la première fois depuis que je siége ici que j'assiste à une réduction réelle et importante du déficit.

Nous prévoyons que ce budget nous permettra de respecter la promesse que nous avons faite aux Canadiens durant la campagne électorale de 1993, soit de réduire de moitié le déficit en proportion du PIB d'ici 1997.

J'ai dit que ce budget était douloureux, et c'est vrai. On ne réduit pas les dépenses sans enlever aux Canadiens certains des programmes, services et avantages dont nous bénéficions en tant que nation. Nous avons préparé ce budget avec la participation active des Canadiens. Je sais que le ministre des Finances a rencontré les gens d'un bout à l'autre du pays. En tant que députés, nous avons discuté de ce budget avec nos électeurs et leur avons demandé des conseils sur les décisions difficiles que nous devons prendre.

Dans la circonscription d'Ottawa—Ouest, j'ai eu la chance d'avoir plusieurs centaines d'électeurs qui m'ont aidée à conseiller le ministre des Finances sur ce qui, selon nous, étaient les principales questions à prendre en considération dans la préparation de ce budget. Les habitants d'Ottawa—Ouest m'ont certainement dit qu'ils étaient très préoccupés par la dette et le